

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 626/DEF/CMa/1

relative à la constitution des dossiers de demande d'allocation du fonds de prévoyance militaire ou du fonds de prévoyance de l'aéronautique en cas de décès ou d'infirmité imputable au service ayant une autre cause de l'exécution d'un service aérien.

Du 31 juillet 1979

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE LA MARINE : *Bureau de la solde.*

ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE.

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE LA MARINE.

CIRCULAIRE N° 626/DEF/CMa/1 relative à la constitution des dossiers de demande d'allocation du fonds de prévoyance militaire ou du fonds de prévoyance de l'aéronautique en cas de décès ou d'infirmité imputable au service ayant une autre cause de l'exécution d'un service aérien.

Du 31 juillet 1979

Références :

Décret 73-934 du 25 septembre 1973 modifiée (1).
Décret 77-1448 du 27 décembre 1977 modifié (BOC 1978, p. 154).
Décret n° 84-566 du 28 juin 1984 (BOC, p. 3803) (2).
Arrêté interministériel du 24 mai 1974 modifié (BOC, p. 1651).
Arrêté interministériel du 27 décembre 1977 modifié (BOC 1978, p. 160).
Instruction interministérielle 20487 /DEF/DAJ/FM/2 du 31 mars 1978 modifiée (BOC, p. 2095).
Instruction interministérielle 20771 /DEF/DAJ/FM/2 du 30 mai 1978 modifiée (BOC, p. 3240).

Pièce(s) Jointe(s) :

Cinq annexes.

Modifié par :

1er modificatif du 31 décembre 1979 (BOC, p. 5449).
2e modificatif du 19 mai 1981 (BOC, p. 2475).
3e modificatif du 30 mai 1984 (BOC, p. 3305).
4e modificatif du 23 octobre 1987 (BOC, p. 6028) NOR DEFB8751215C.
5e modificatif du 24 septembre 1992 (BOC, p. 3529) NOR DEFB9251181C.
6e modificatif du 20 janvier 1993 (BOC, p. 558) NOR DEFB9351003C.

Textes abrogés :

Circulaire n° 2763/CMa/7 du 6 mai 1960 (BO/M, p. 1137) et son modificatif du 2 octobre 1967 (BOC/M, p. 1073).
Circulaire n° 2708/M/CMa/7 du 2 avril 1963 (BO/M, p. 1169).
Circulaire n° 7978/M/CMa/7/20295 du 7 octobre 1963 (BO/M, p. 3315).
Circulaire n° 61/DEF/CMa/7 du 14 février 1978 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 360-2.2.3.2.

Référence de publication : BOC, p. 5449.

1. La présente circulaire, prise en application des instructions ministérielles rappelées en référence, a pour objet de préciser, pour la marine, les règles à observer pour la constitution des dossiers de demande d'allocation du fonds de prévoyance militaire (*FPM*) ou du fonds de prévoyance de l'aéronautique (*FPA*) lorsque le décès, la mise à la retraite ou en réforme définitive par suite d'infirmité imputable au service d'un

militaire ⁽³⁾ survient pour une autre cause qu'un accident en service aérien ou qu'une maladie résultant du service aérien.

2. PRINCIPES.

2.1. Le personnel militaire percevant l'indemnité pour services aériens ou l'indemnité pour risques professionnels est affilié et cotise au seul fonds de prévoyance de l'aéronautique (*FPA*), qui le garantit dans tous les cas de décès ou d'infirmité imputables au service ou en relation avec le service que ces derniers soient ou non de nature aérienne.

En conséquence :

- si l'exécution d'un service aérien est à l'origine du décès, le dossier de demande des allocations du *FPA* doit être constitué selon les prescriptions de la circulaire 625 /DEF/CMa/1 du 31 juillet 1979 (BOC, p. 5445) ;
- si le décès, tout en étant imputable au service ou en relation avec le service, n'a pas pour origine l'exécution d'un service aérien, le dossier de demande des allocations du *FPA* doit être constitué selon les prescriptions de la présente circulaire.

2.2. Le personnel militaire qui ne perçoit pas l'indemnité pour services aériens ou l'indemnité pour risques professionnels est affilié en permanence au fonds de prévoyance militaire (*FPM*).

Si les intéressés décèdent du fait de l'accomplissement de services aériens occasionnels — au titre desquels ils sont temporairement affiliés au *FPA* ⁽⁴⁾ — leurs ayants cause sont susceptibles de bénéficier des allocations de ce fonds à l'exclusion de celles du *FPM* qui sont d'ailleurs d'un montant moins élevé. Les dossiers de demande de cette nature doivent alors être constitués selon les prescriptions de la circulaire 625 /DEF/CMa/1 du 31 juillet 1979 .

En cas de décès ou de mise à la retraite par suite d'infirmité imputable à des services non aériens, le militaire ou, en cas de décès, ses ayants cause peuvent prétendre aux allocations du *FPM*, les dossiers de demande correspondants devant alors être constitués selon les prescriptions de la présente circulaire.

3. RÔLE DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE.

3.1. Dès qu'une unité ⁽⁵⁾ est informée qu'un militaire qu'elle administre :

- est décédé (ou qu'après une disparition, le corps a été retrouvé ou qu'un jugement déclaratif de décès a été rendu) ⁽⁶⁾ ;
- ou a été l'objet, par suite d'infirmité imputable au service, d'une décision le plaçant en retraite ou en réforme définitive,

il lui incombe d'adresser dans les moindres délais au service de la solde de Toulon — seul compétent pour instruire les affaires de cette nature ⁽⁷⁾ un dossier comprenant :

- un état signalétique et des services ;
- une fiche de renseignements du modèle joint en annexe ;
- une attestation relative à la position statutaire de la victime le jour de son décès du modèle joint en annexe ;
- un « rapport de commandement » rédigé conformément aux indications du sous-paragraphe 3.2 ci-dessous du modèle joint en annexe.

Si la demande est motivée par une mise à la retraite ou en réforme définitive, une copie de la décision correspondante.

3.2. Rapport de commandement.

3.2.1. L'attention des commandants est attirée sur l'importance que revêt ce document, à partir duquel la commission du fonds de prévoyance militaire ou du fonds de prévoyance de l'aéronautique appréciera si une relation existe entre le service et le décès.

Ils ne doivent pas perdre de vue que les allocations des fonds de prévoyance n'ont pas le caractère de réparations ni de dommages-intérêts mais qu'elles ont pour objet, dans un esprit de solidarité, d'atténuer les difficultés que rencontrent les familles du fait de décès, que ces derniers surviennent dans l'exécution du service ou seulement en relation, même indirecte, avec celui-ci (8).

Il incombe en conséquence aux rédacteurs, par une relation claire, complète et objective des circonstances du décès, de mettre en lumière tout élément de nature à permettre à la commission de déceler, entre le décès et le service, un lien éventuel de causalité.

Il ne leur appartient pas, en revanche, d'exprimer formellement un avis négatif sur l'existence de ce lien.

3.2.2. Le rapport devra être appuyé, dans tous les cas, de toutes les pièces relatives à l'accident ou à la maladie : rapport de l'officier de garde ou du chef de service, procès-verbal d'enquête de gendarmerie, certificat d'origine de blessure ou de maladie, relevés des indisponibilités, certificats médicaux divers.

Il devra être précisé, le cas échéant, que l'accident est imputable à l'un des « risques exceptionnels spécifiques au métier militaire » énumérés à l'article 2.1 du décret précité du 25 septembre 1973 (9).

Il y aura toujours lieu de rechercher, dans le cas de mort par maladie dont la relation avec le service n'est pas indubitable, si l'apparition de la maladie, ou son aggravation, n'a pas été favorisée par les services accomplis par le décédé — embarquements, campagnes — ou par les conditions de travail dans les fonctions qu'il a exercées — service intensif, responsabilités astreignantes, exposition aux intempéries, manipulation de produits toxiques, travail dans des locaux surchauffés, stations prolongées devant des appareils émettant des radiations, etc.

4. RÔLE DU SERVICE DE LA SOLDE DE TOULON.

Dès réception des pièces transmises par l'unité, le service de la solde prend contact avec les ayants cause de la victime, en vue de rassembler au plus tôt les pièces nécessaires à la constitution du dossier de demande d'allocation (10) dont la composition détaillée figure dans les instructions interministérielles rappelées en référence.

Le dossier ainsi complété et vérifié par ses soins est transmis à la direction centrale du commissariat de la marine (DCCM), bureau de la solde.

5. La direction centrale du commissariat de la marine transmet le dossier à la caisse des dépôts et consignations, organisme chargé de la gestion des fonds de prévoyance, après l'avoir complété :

- de l'avis émis par la commission consultative médicale, en cas de décès par maladie ;
- de l'avis émis par la commission consultative médicale sur l'imputabilité au service de l'infirmité ou du décès lorsque la maladie en est la cause ;
- de son propre avis, dans tous les cas.

6. DEMANDE DE SECOURS.

6.1. Lorsque la commission compétente ⁽¹¹⁾ estime que le lien existant entre le décès et le service n'est pas établi avec suffisamment de certitude pour justifier le versement d'une allocation même au taux réduit, elle peut, d'elle-même, proposer l'octroi d'un secours. La demande d'allocation tient alors lieu de demande de secours.

6.2. Il n'y a donc lieu d'établir un dossier spécial de demande de secours que dans les cas où :

- les règles d'attribution des allocations ne permettent pas de prendre en considération une situation familiale particulière ;
- l'allocation ayant déjà été attribuée, la situation particulière du demandeur justifie l'octroi d'un secours complémentaire ;
- le militaire est décédé avant le 1er octobre 1959, date de création du fonds de prévoyance militaire, ce qui ne permet pas d'accorder l'allocation.

Toute demande de secours éventuellement reçue par une unité doit aussitôt être transmise au service de la solde de Toulon. Ce dernier rassemble, en liaison avec les ayants cause de la victime, les pièces nécessaires à la constitution du dossier, dont la composition détaillée figure dans les instructions interministérielles rappelées en référence, et les transmet à la direction centrale du commissariat de la marine, bureau de la solde, qui en assure la transmission à la caisse des dépôts et consignations.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le commissaire général, directeur central du commissariat de la marine,

DE SAINT-STEBA.

(1) BOC/SC, p. 1424 ; BOC/M, p. 781.

(2) Texte modifiant le décret 73-934 du 25 septembre 1973 (BOC/SC, p. 1424 ; BOC/M, p. 781.).

(3) Ou d'un jeune homme participant à une séance de préparation militaire.

(4) Ils cotisent à ce fonds sous forme d'une retenue égale au montant des indemnités journalières de service aéronautique, ou pour risques professionnels, qu'ils acquièrent.

(5) Ou le centre administratif de la marine à Brest pour les militaires placés en retraite ou en réforme définitive par suite d'infirmité imputable au service, qu'ils soient affiliés au FPA ou au FPM.

(6) Le service de la solde de Toulon doit être destinataire pour information du message rendant compte à l'autorité militaire du décès ou de la disparition, ainsi que, le cas échéant, du message rendant compte de la découverte du corps d'un disparu.

(7) Il est recommandé aux unités, lorsqu'elles adressent à la famille d'un militaire décédé la lettre de condoléances qui est d'usage, de se borner à indiquer que les questions relatives aux allocations susceptibles d'être attribuées sont du ressort

exclusif du service de la solde de Toulon, qui prendra très prochainement contact avec les intéressés.

(8) Dans ce cas, il peut être attribué une allocation à taux réduit, dans la limite de 50 p. 100 du montant de l'allocation totale du FPM, ou un secours.

(9) Dans ce cas, le taux de l'allocation est double (taux FPM).

(10) A l'exception de la pièce citée au paragraphe 5 ci-dessus, qui est, si nécessaire, recueillie par la DCCM.

(11) Commission du fonds de prévoyance militaire ou commission du fonds de prévoyance de l'aéronautique.

ANNEXE A.
RISQUES EXCEPTIONNELS SPÉCIFIQUES AU MÉTIER MILITAIRE

(art. 2.1 du décret du 25 septembre 1973 modifié).

1. Accidents survenus au cours de l'exécution de services aériens tels qu'ils sont définis à l'article 4 du décret 77-1448 du 27 décembre 1977 relatif au fonds de prévoyance de l'aéronautique (inséré dans le présent ouvrage) et au cours des travaux et manœuvres nécessités par le départ ou l'arrivée des aéronefs.
2. Accidents survenus au cours des services sous-marins ou subaquatiques, ci-après : plongées à bord des sous-marins, des bathyscaphes et de tous véhicules et engins de pénétration sous l'eau, plongées individuelles, passage en caisson à pression variable, natation de combat.
3. Accidents et événements de mer survenant à bord des bâtiments de guerre au cours des missions d'entraînement au combat, des exercices et opérations de débarquement et d'embarquement, des opérations d'appontage, hélipontage et hélitreuillage.
4. Accidents survenus au cours d'exercices ou manœuvres terrestres d'entraînement au combat, de protection des points sensibles et de sauvetage.
5. Accidents survenus en cours d'opération de recherche, neutralisation, destruction de munitions et engins explosifs de toutes sortes, de manutention, manipulation et transport de munitions, de produits toxiques et de matières dangereuses (matières fissiles, produits radioactifs, explosifs de toutes sortes, agressifs bactériologiques, biologiques et chimiques).
6. Accidents dus à l'exposition aux rayonnements radioactifs.
7. Accidents survenus au cours de l'expérimentation de matériels militaires nouveaux.
8. Accidents survenus au cours de l'exercice du service spécial à la gendarmerie et aux sapeurs-pompiers.
9. Accidents survenus au cours d'opérations d'assistance à des personnes en situation difficile et dangereuse, de maintien de l'ordre et de lutte contre les sinistres.

ANNEXE B.

Figure 1. FICHE DE RENSEIGNEMENTS A UTILISER EN CAS DE DECES OU D'INFIRMITES AYANT ENTRAINE LA MISE A LA RETRAITE OU LA REFORME DEFINITIVE *Fiche destinée à la constitution des dossiers de " fonds de prévoyance de l'aéronautique (FPA), fonds de prévoyance mil*

Unité administrative :

Unité d'affectation :

**FICHE DE RENSEIGNEMENTS A UTILISER
EN CAS DE DECES OU D'INFIRMITES
AYANT ENTRAINE LA MISE A LA RETRAITE OU LA REFORME DEFINITIVE (1).**

A adresser par l'unité, le service (2), immédiatement après le décès, la disparition ou la mise à la retraite ou la réforme définitive (3), à :

Monsieur le commissaire en chef, chef du service de la solde,
181, avenue Maréchal-Foch, BP 62, 83800 Toulon Naval.

1. Renseignements concernant le militaire décédé, disparu, ou admis à la retraite ou en réforme définitive par suite d'infirmités imputables au service (3).

NOM et prénoms :
Numéro matricule au service national :
Numéro matricule marine :
Numéro de sécurité sociale :
Numéro de mutuelle :
Grade et spécialité :
Echelle de solde, indice de solde (nouveau majoré) :
Date d'entrée au service :
Lien au service :
Date et lieu de naissance :
Date et lieu du décès (ou de la disparition) :
Date de la radiation des contrôles de l'activité :
Date et lieu d'inhumation ou d'incinération :

2. Renseignements concernant la famille, connus par l'unité ou le service.

Situation de famille (célibataire, marié, divorcé, séparé, veuf) :

NOM, prénoms, adresse (4), lien de parenté avec le défunt ou le disparu de la personne à prévenir :

NOM, prénoms, date de naissance, sexe, qualité (légitimes, naturels, reconnus, recueillis), situation (à charge ou non) des enfants :

(1) Fiche destinée à la constitution des dossiers de « fonds de prévoyance de l'aéronautique (FPA), fonds de prévoyance militaire (FPM) » et capital-décès.

(2) Le CAM Brest pour les militaires placés en retraite ou en réforme définitive par suite d'infirmités imputables au service, qu'ils soient affiliés au FPA ou au FPM.

(3) Rayer les mentions inutiles.

(4) Adresse soigneusement vérifiée et conforme aux indications du code postal.

3. Renseignements relatifs aux prestations familiales (5).

Nature et montant des prestations familiales :

Situation au regard du droit à l'allocation de logement :

Situation au regard du droit à l'allocation d'éducation spéciale :

Le paiement des prestations indiquées ci-dessus sera arrêtée à la date du :

4. Renseignements particuliers (6).

*Le commissaire ou le commandant
chargé de l'administration,*

(5) En cas de non-paiement des prestations familiales, porter la mention « néant ».

(6) Mentionner notamment dans cette rubrique si l'intéressé est décédé dans les circonstances prévues à l'article 12 de l'instruction n° 624/DEF/CMa/1 du 31 juillet 1979 (BOC, p. 5437; BOEM 360-1*) (attentat, acte de dévouement, etc.).

ANNEXE C.

Figure 2. FICHE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRE (à utiliser en cas d'accident de la circulation).

Unité :

FICHE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRE (à utiliser en cas d'accident de la circulation).

I. Renseignements concernant le militaire.

NOM et prénoms :

N° matricule marine :

Grade :

II. Position du militaire au moment de l'accident.

L'accident est survenu au cours de l'exécution du service **(1)** **(2)**.

Le militaire était en mission **(1)** (préciser le lieu de la mission, son programme et les modalités de son accomplissement).

Le militaire était en permission **(1)** du _____ à _____ heures au
à _____ heures pour se rendre à _____

Le militaire était en quartier libre à _____ jusqu'à _____ **(1)**

Le militaire était en position irrégulière **(1)**.

III. Circonstances de l'accident.

3.1. L'accident est survenu à _____ le _____ à _____ heures :

- sur le trajet aller **(1)**;
- sur le trajet retour **(1)**;
- en dehors du trajet direct **(1)**;
- sur le lieu d'exécution du service (ou de la mission) **(1)**.

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Préciser en pareil cas, en quoi consistait le service et apporter tous éléments permettant de prouver qu'il n'y avait pas détournement d'itinéraire ni utilisation du véhicule à des fins personnelles.

3.2. Le militaire :
— avait quitté son unité, située le à heures (1);
le — avait quitté son lieu de mission, situé à heures (1);
— avait quitté son lieu de permission, situé à
le à heures (1);
— devait rallier son unité, à le à heures.

3.3. Relations des faits (3) :

3.4. Observations (4) :

Fait à , le
L'officier en second,

(3) Eventuellement référence au procès-verbal de gendarmerie.

(4) Préciser le chemin le plus direct, s'il y a lieu le chemin habituellement emprunté et, le cas échéant, les raisons qui auraient pu motiver un détour ou un arrêt.

ANNEXE D.

Figure 3. ATTESTATION.

ATTESTATION.

1. Le (grade, spécialité, matricule)
se trouvait lors de son décès (ou de sa mise à la retraite ou en réforme définitive) (2) dans la
position suivante (1) :

2. L'intéressé percevait (ou ne percevait pas) l'indemnité pour services aériens au taux n° 1 (ou n° 2)
ou l'indemnité pour risques professionnels au taux n° 1 (ou n° 2) (2).

3. Il était lors de son décès (ou de sa mise à la retraite ou en réforme définitive) (2) à jour du
versement de ses cotisations au fonds de prévoyance militaire (3).

*Le commissaire ou le commandant
chargé de l'administration,*

(1) Indiquer si le décédé était :

- militaire de carrière en activité;
- militaire de carrière en service détaché;
- militaire de carrière en non-activité (préciser la position exacte);
- militaire engagé en activité;
- militaire engagé en service détaché;
- militaire engagé en congé de longue durée pour maladie;
- militaire en congé de réforme pour raison de santé;
- militaire en congé postnatal;
- militaire du contingent accomplissant le service actif légal (ou autorisé à prolonger le service);
- réserviste accomplissant une période d'exercice (du au);
- officier de réserve servant en situation d'activité;
- volontaire du service national féminin;
- fonctionnaire de la poste aux armées (poste navale);
- participant aux séances d'instruction ou d'examen de préparation militaire.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Cette précision n'est à fournir que lorsqu'il s'agit d'un militaire en service détaché, lequel est tenu, pendant son détachement, de s'acquitter lui-même de ses cotisations au fonds de prévoyance militaire.

ANNEXE E.

Figure 4. RAPPORT DE COMMANDEMENT

Unité :

RAPPORT DE COMMANDEMENT

concernant le (grade, nom, prénoms)

décédé le

à

Situation militaire du décédé

(en service, en permission, en quartier libre, en congé, etc.) :

Circonstances du décès :

Fait à , le

*Le (nom)
commandant,*